

NON À LA DESTRUCTION DES SERVICES PUBLICS ET DE LA FONCTION PUBLIQUE !



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org

Après avoir attaqué les droits des salariéEs du privé avec la loi travail XXL, le gouvernement a désormais dans le viseur la fonction publique et les fonctionnaires. C'est le rôle du Comité d'action publique 2022 (CAP 22) dont le cahier des charges est très clair : transfert, privatisation, abandon de missions et mise en cause du statut des fonctionnaires. Cette attaque contre les fonctionnaires non seulement dégraderait la situation des fonctionnaires mais remettrait gravement en cause les services rendus à l'ensemble de la population.

En finir avec la « politique de rabot »

Le gouvernement a pour objectif de se débarrasser de 120 000 fonctionnaires d'ici la fin du quinquennat, par un recours accru aux contractuels, des plans de départs volontaires. À cela s'ajoutent la rémunération au mérite et d'autres dispositions qui remettent en cause le statut de la fonction publique, statut dont les fondements constituent pour l'instant pour la population une garantie d'indépendance vis-à-vis des gouvernements et une continuité des missions de services. En mars prochain le gouvernement annoncera des abandons, des transferts et des privatisations de missions publiques.

Développer les services publics

Les attaques contre les services publics sont déjà nombreuses et génèrent des dysfonctionnements qui servent de prétexte à de nouvelles casses, fermetures de bureaux de poste, de lignes de trains, d'hôpitaux, éloignant de plus en plus les usagerEs des services auxquels ils/elles peuvent prétendre.

Le recours à la concurrence entraîne dégradation

des services et hausse des prix pour le plus grand bien du secteur privé. Alors qu'en réalité, il faudrait une politique exactement inverse : tout ce qui est lié aux besoins sociaux devrait être sorti du domaine marchand : l'éducation, la santé, le logement, l'énergie, l'eau, les transports, tout cela devrait être au service de la population, pas des profits, et contrôlé par les salariéEs.

Faire face au projet de société de Macron

Les capitalistes veulent dévorer tous les espaces à potentiel lucratif. La réforme de l'éducation, au lycée et dans les universités, est liée à cette logique : il s'agit de casser le service public d'éducation pour en privatiser des pans entiers. Et réduire le niveau de diplômes des jeunes pour les contraindre à accepter des conditions de travail toujours plus dégradées, dans le privé comme dans le public.

Les mobilisations actuelles, dans la santé, dans la jeunesse, à la SNCF ont toutes en commun de tenter de faire face à ce projet de société.

Une journée de grève fonction publique aura lieu le 22 mars prochain à l'appel de sept organisations de la fonction publique. Mais plus que jamais, le gouvernement ne reculera pas face à une seule journée de grève ou face à un seul secteur mobilisé. Il faut donc travailler dès aujourd'hui à la construction d'un mouvement d'ensemble sur la durée et qui soit le plus large possible.

Mardi 13 février 2018

SOUTENEZ LE NPA !
[HTTPS://SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG](https://souscription.npa2009.org)

PRENDRE CONTACT ecrire@npa2009.org
NPA - 2 rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil
Nom :
Prénom :
Adresse : Tel :/...../...../.....
..... Mail :
..... @.....